



Trump annonce des sanctions agressives contre la Corée du Nord

Par [Mike Head](#)

Mondialisation.ca, 23 septembre 2017

[wsws.org](#) 22 septembre 2017

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Deux jours seulement après s'être servi de l'Assemblée générale des Nations Unies pour une tirade fasciste, menaçant de « [détruire totalement](#) » [la Corée du Nord](#), le président américain Donald Trump a dévoilé hier de nouvelles sanctions menaçant de sanctions punitives tous les pays et les entreprises accusés d'avoir des relations financières avec Pyongyang en raison de leur commerce avec ce pays.

Trump a émis un décret radical pour supprimer le financement international du commerce avec la Corée du Nord. En ciblant les banques et les institutions financières étrangères, cet ordre équivaut à un quasi embargo imposé par les États-Unis sur le commerce avec la Corée du Nord, soutenu par une menace de représailles contre tout pays dont les sociétés sont présumées violer cette interdiction.

Cette dernière escalade unilatérale des sanctions des États-Unis, au-delà des interdictions déjà punitives que les États-Unis ont fait adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU ce mois-ci, intensifie et élargit les tensions que Washington ravive sur la péninsule coréenne pour ses propres raisons prédatrices.

L'action du gouvernement Trump vise clairement et principalement la Chine, qui représenterait 90 pour cent du commerce de la Corée du Nord, mais peut également menacer d'autres pays, y compris la Russie et les puissances européennes.

« Le programme nucléaire de la Corée du Nord constitue une grave menace pour la paix et la sécurité dans notre monde, et il est inacceptable que d'autres soutiennent financièrement ce régime criminel et voyou », a déclaré Trump d'un air menaçant. « Les banques étrangères seront confrontées à un choix clair : faire des affaires avec les États-Unis ou faciliter le commerce avec le régime sans foi ni loi en Corée du Nord. »

Ces remarques mettent à nouveau la réalité à l'envers. C'est le gouvernement des États-Unis, dont les dépenses militaires massives et l'arsenal nucléaire dépassent de loin tout autre pays et qui ont lancé une guerre agressive après l'autre depuis un quart de siècle, qui présente la plus grande menace de guerre, et non les capacités militaires primitives du petit état appauvri de Corée du Nord.

Deux jours plus tôt, Trump a annoncé une menace de mort contre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un et le régime de Pyongyang. « Rocket man est en mission suicide pour lui-même et son régime », a déclaré Trump. « Les États-Unis sont prêts, disposés et capables ». Cela sous-entend que cette menace de guerre a maintenant été étendue à quiconque « facilite le

commerce » avec la Corée du Nord.

Le décret de Trump renforce l'autorité du Trésor américain pour cibler toute entité accusée de fournir à la Corée du Nord des biens, des services ou des technologies. Trump a déclaré qu'il donnerait au Trésor le « pouvoir discrétionnaire de cibler toute banque étrangère facilitant sciemment des transactions spécifiques liées au commerce avec la Corée du Nord ».

Il donne au secrétaire du Trésor américain Steven Mnuchin le pouvoir de sanctionner tout État ou organisme impliqué dans une grande variété d'industries, de ports, de commerce et de banque de la Corée du Nord. Mnuchin a déclaré : « Cela élargit considérablement l'autorité du Trésor pour cibler ceux qui rendent possible ce régime [...] où qu'ils soient ».

Une fiche d'information de la Maison Blanche affirme que les nouvelles mesures interdisent également à tout navire ou avion de se rendre aux États-Unis si ce dernier a visité la Corée du Nord dans les précédents 180 jours. La même restriction s'appliquerait à tout navire impliqué dans les transbordements avec des navires nord-coréens.

Les sanctions américaines rejettent de manière provocatrice les objections de la Chine et de la Russie, ainsi que les préoccupations exprimées par l'Allemagne et la France au sujet de l'intensification des menaces américaines contre la Corée du Nord. La Chine et la Russie, qui détiennent des droits de veto à l'ONU, ont adhéré aux dernières sanctions de l'ONU plus tôt ce mois-ci, mais se sont opposées à des restrictions bancaires généralisées qui pourraient paralyser la Corée du Nord et déclencher un effondrement économique et politique déstabilisant.

Les responsables de la Maison Blanche ont déclaré franchement que les nouvelles sanctions ne sont pas conçues pour bloquer le programme nucléaire ou de missiles de la Corée du Nord ou dissuader son gouvernement de le poursuivre. L'ambassadrice de Washington à l'ONU, Nikki Haley, a déclaré : « Cela ne veut pas dire que cela changera nécessairement l'attitude de Kim ».

Au lieu de cela, les sanctions sont destinées à acculer le régime nord-coréen dans une impasse de plus en plus serrée et provoquer une réaction militaire que Washington pourrait saisir comme prétexte pour une frappe nucléaire potentielle. « Nous ne voulons pas la guerre », a déclaré Haley aux journalistes. Pourtant, les États-Unis sont toujours partis en guerre en prétendant faussement réagir à une menace militaire, ou la prévenir.

Parallèlement, les sanctions soulignent la réalité que l'escalade imprudente du gouvernement Trump du conflit avec la Corée du Nord fait partie d'une stratégie plus large contre la Chine, considérée par les États-Unis comme le principal obstacle à leur hégémonie régionale et mondiale.

Mnuchin a affirmé que « cette action n'est en aucun cas spécifiquement dirigée vers la Chine. » Il a dit qu'il avait appelé les autorités chinoises pour les en informer avant l'annonce de Trump. Ce déni, et la communication acerbe avec Pékin, ne fait que confirmer que la Chine est la cible principale.

Pékin a déjà été forcé de devancer les sanctions américaines. Reuters a rapporté plus tôt dans la journée que la banque centrale chinoise avait ordonné aux institutions financières de mettre en œuvre rigoureusement les sanctions de l'ONU. À sa manière de gangster

habituelle, Trump a revendiqué cela comme une victoire. Il a remercié le président chinois Xi Jinping et a déclaré que l'action était « très audacieuse » et « quelque peu inattendue ».

Le même jour, réagissant semble-t-il à la pression des États-Unis, l'Union européenne a annoncé ses propres nouvelles sanctions, notamment l'interdiction des investissements en Corée du Nord et des exportations de pétrole de l'UE.

Il y a seulement deux semaines, la Chine et la Russie ont voté pour les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont limité les approvisionnements en carburant en Corée du Nord, ont imposé des interdictions aux travailleurs nord-coréens détachés à l'étranger et ont interdit ses exportations de textiles, la principale source de revenus étrangers. Cela intervient après un autre cycle de sanctions de l'ONU contre Pyongyang en août.

Pendant des mois, les États-Unis ont rejeté les propositions de « suspension en échange de suspension » de la Chine et de la Russie, où les États-Unis auraient accepté d'arrêter leurs manœuvres militaires dans la péninsule coréenne en échange de la suspension des essais de missiles et nucléaires par la Corée du Nord.

Ce rejet de tout accord de paix intervient après deux décennies où les gouvernements américains successifs ont pratiquement annulé les accords précédemment conclus avec le régime nord-coréen.

La volonté des États-Unis de chercher l'affrontement a été soulignée mercredi lorsque le gouvernement Trump a menacé de dénoncer l'accord sur nucléaire civil de 2015 signé avec Téhéran par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'UE, la Russie et la Chine. Toute répudiation du pacte iranien enverrait également un autre signe indubitable de la volonté de Washington de bloquer tout accord avec la Corée du Nord.

Pékin n'a pas encore répondu publiquement aux dernières mesures américaines, mais a réagi avec inquiétude au discours de Trump à l'ONU. Une tribune dans le *People's Daily* du 20 septembre a déclaré : « La péninsule coréenne est sous tension, aggravée par des mots et des actions [...] bomber le torse politique comme Trump est inutile, et il ne ferait que pousser la RPDC [Corée du Nord] à poursuivre des politiques encore plus risquées, parce que la survie du régime est en jeu. »

L'éditorial a lancé un plaidoyer : « Plutôt que de jeter plus d'huile sur le feu et de pousser la Chine à amadouer la RPDC pour ses propres intérêts égoïstes, les États-Unis devraient utiliser leur grande puissance et influence pour en faire plus afin de briser la spirale de l'escalade et engager la RPDC dans un dialogue. »

Cette requête est tombée dans l'oreille d'un sourd, celle d'un gouvernement américain dont les menaces belliqueuses allant jusqu'à celle de l'anéantissement nucléaire accroissent le danger d'un embrasement dévastateur sur la péninsule coréenne qui tuerait des millions de personnes.

Mike Head

Article paru en anglais, WSWs, le 22 septembre 2017

Articles Par : [Mike Head](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca